

L'Ukraine, seul « dindon de la farce »

HYSTÉRIE ALTANTISTE CONTRE LA RUSSIE

Page 7

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7212 – LUNDI 7 FÉVRIER 2022
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Exode des médecins algériens vers l'étranger

LES EXPLICATIONS DE BENBOUZID

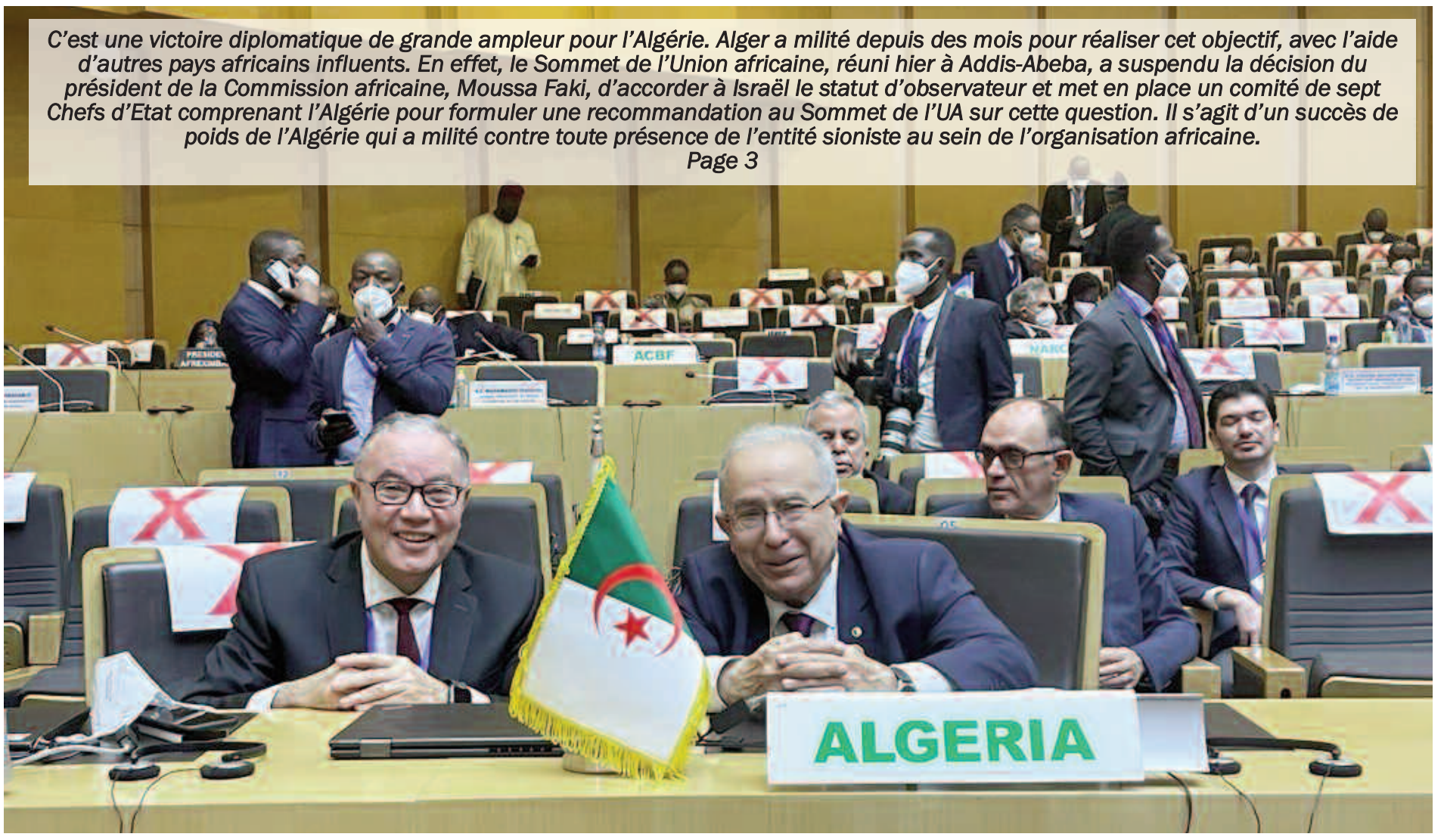
Page 2

L'UNION AFRICAINE SUSPEND LE STATUT D'OBSERVATEUR À ISRAËL

VICTOIRE DIPLOMATIQUE ALGÉRIENNE À ADDIS ABEBA

C'est une victoire diplomatique de grande ampleur pour l'Algérie. Alger a milité depuis des mois pour réaliser cet objectif, avec l'aide d'autres pays africains influents. En effet, le Sommet de l'Union africaine, réuni hier à Addis-Abeba, a suspendu la décision du président de la Commission africaine, Moussa Faki, d'accorder à Israël le statut d'observateur et met en place un comité de sept Chefs d'Etat comprenant l'Algérie pour formuler une recommandation au Sommet de l'UA sur cette question. Il s'agit d'un succès de poids de l'Algérie qui a milité contre toute présence de l'entité sioniste au sein de l'organisation africaine.

Page 3



LE PLAN DU MINISTÈRE POUR SAUVER L'ANNÉE SCOLAIRE

Report des examens et vacances écourtées

Page 2

STATUE DE L'EMIR ABDELKADER VANDALISÉE

L'Algérie dénonce un acte d'une «bassesse inqualifiable»

Page 24

UN ALIBI ELECTORAL MAJEUR

Emmanuel Macron veut contrôler l'organisation de l'islam

Page 5

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

LE PLAN DU MINISTÈRE DE L'EDUCATION POUR SAUVER L'ANNÉE SCOLAIRE

Report des examens et vacances écourtées

Après une suspension de 17 jours, les cours ont repris hier pour les trois paliers d'enseignement. Dans la perspective de sauver, tant bien que mal, ce qui reste de l'année scolaire, fortement perturbée par les multiples fermetures imposées par la propagation du coronavirus, notamment en milieu scolaire, le ministère de l'Education nationale a décidé de revoir le calendrier des examens et des vacances de printemps.



Après la décision du gouvernement relative à la levée de la mesure de fermeture des établissements scolaires, à compter du dimanche 6 février 2022, le ministère de l'Education nationale a pris des mesures relatives à la réorganisation de la période restante de l'année scolaire 2021/2022. Publiées à la veille de la reprise des cours, ces mesures consistent en la révision du calendrier des examens et des vacances de printemps, outre l'intensification des mesures de prévention et des gestes barrières dans les établissements scolaires.

Dans un communiqué rendu public, le ministère de l'Education nationale a fait savoir que la durée des vacances de printemps sera réduite à 9 jours, à compter du jeudi 31 mars au samedi 9 avril 2022, soulignant le report des devoirs et compositions du deuxième trimestre. «Les devoirs du deuxième trimestre concernant les cycles d'enseignement moyen et secondaire ainsi que les compositions du deuxième trimestre pour les trois cycles sont reportés et fixés respectivement du dimanche 20 février au jeudi 24 février 2022 et du dimanche 20 mars au jeudi 24 mars 2022». La correction collective avec les élèves, la remise des copies d'examen et les conseils de classe doivent s'effectuer en dehors des heures de cours du dimanche 27 mars au jeudi 31 mars 2022. Les examens du troisième trimestre pour les cycles d'enseignement moyen et secondaire sont également concernés par ce report. Les devoirs se dérouleront du dimanche 24 avril au jeudi 28 avril 2022.

Les compositions du troisième trimestre débuteront, quant à elles, à partir du dimanche 15 mai 2022 pour les classes de 4e année moyenne et 3e année secondaire, et à partir du dimanche 22 mai 2022 pour les autres niveaux des trois cycles d'enseignement. La correction collective avec les élèves et la remise des copies d'examen seront programmées, selon le ministère, du 29 mai 2022 au 2 juin 2022.

Cette feuille de route déterminant le déroulement de la période restante de l'année scolaire 2021/2022 a le mérite d'être établie. Selon Boualem Amoura, président du Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (SATEF), avec ce «plan, on sait à quoi nous en tenir car, avant, on naviguait à vue».

Cette feuille de route est cependant discutable, selon M. Amoura, qui a affirmé que le retard dans le programme scolaire est difficile, voire impossible à rattraper, notant que dans certaines matières, le programme du premier trimestre n'est pas encore terminé. Le fait de travailler avec le système de groupes empêche déjà de terminer le programme, selon le syndicaliste, qui a précisé que les grèves dans le secteur et ces trois suspensions de cours rendent l'équation encore plus difficile.

Selon lui, le fait d'écourter les vacances n'avance pas à grand-chose, d'autant, a-t-il estimé, qu'«on ne gagne pas beaucoup de jours». La programmation des devoirs, notamment en une période bloquée, n'est pas aussi évidente que ça, aussi bien pour les élèves que pour les enseignants, selon le président du SATEF. Ce dernier a tenu à signaler que le syndicat n'a pas été associé par le ministère de l'Education dans l'élaboration de cette feuille de route. Il demande, cependant, de préparer, d'ores et déjà, l'année scolaire prochaine pour éviter de refaire les mêmes erreurs. Pour ce qui est de cette année, il est convaincu que l'on se dirige vers le scénario de l'année dernière. «Nous nous dirigeons vers l'application du système de seuil, la réduction des moyennes de passage, même pour les examens de fin d'année», a-t-il souligné. Pour d'autres, ces mesures ne vont que limiter le retard. C'est l'avis de Meziane Meriane, coordinateur national du SNAPEST, lequel a rappelé l'urgence d'avancer dans l'enseignement des programmes. Selon lui, ces mesures vont un tant soit peu limiter le retard dans certaines matières et, peut-être, contribuer à rattraper le retard pour d'autres matières.

Lilia Aït Akli

L'EXODE DES MÉDECINS ALGÉRIENS VERS L'ÉTRANGER

Les explications de Benbouzid

L'INFORMATION faisant état d'une nouvelle vague de médecins qui s'apprêtent à quitter le pays pour travailler dans des hôpitaux français a rapidement fait tâche d'huile et créé une vaste polémique sur les réseaux sociaux. Elle a également fait réagir le ministre de la Santé, qui a souligné que le phénomène n'est pas propre à l'Algérie.

La nouvelle a été, en effet, rapportée par le président du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), le Dr Lyès Merabet, qui a révélé hier, dans un post publié sur sa page Facebook, que 1 200 médecins algériens s'apprêtent à quitter l'Algérie pour la France, et ce après avoir décroché l'épreuve d'équivalence EVC (épreuves de vérification des connaissances). Intervenant hier sur une chaîne de télévision privée, M. Benbouzid a affirmé que le phénomène ne concerne pas uniquement l'Algérie. Il a cité comme exemple le cas de l'Inde et de l'Egypte, qui perdent aussi leurs médecins au profit de l'étranger. Pour faire face aux départs massifs des médecins vers l'étranger, M. Benbouzid a estimé qu'il faut une réforme profonde du système de santé, soulignant qu'il existe plusieurs facteurs ayant poussé les médecins algériens à partir vers d'autres cieux. Le premier responsable du secteur de la santé a cité également le départ à la retraite qui fait défaut, expliquant que, dans les hôpitaux, de nombreux médecins ont dépassé l'âge de la retraite mais sont toujours en poste. Ils ne permettent pas à la nouvelle génération de les remplacer. «C'est ce qui fait que nous n'avons pas de postes pour les jeunes médecins. Il y a beaucoup de problèmes dans le secteur de la santé. Il y a un dossier au niveau du Premier ministère pour faire appliquer la loi. Celui qui arrive à la retraite doit céder sa place, et si l'on a besoin d'eux, on leur fera appel», a-t-il expliqué.



Cependant, la nouvelle génération de médecins se retrouve ainsi marginalisée et préfère donc partir.

Reconnaissant qu'il y a énormément de problèmes dans le secteur sanitaire, M. Benbouzid a ajouté que ce point entre dans le cadre de la réforme du système. Selon lui, le dossier est déjà sur la table du Premier ministre. Le ministre a également évoqué un autre problème, celui du manque de concurrence dans les hôpitaux publics ainsi que le départ massif des médecins vers le secteur privé. «Dans certaines spécialités, les médecins préfèrent le secteur privé», a-t-il dit, précisant que «dans certaines villes, dans le domaine de la gynécologie, de la radiologie et de la réanimation, un seul élément doit être de garde tous les jours».

Lynda Louifi

L'UNION AFRICAINE SUSPEND LE STATUT D'OBSERVATEUR À ISRAËL

Victoire diplomatique algérienne à Addis Abeba

C'est une victoire diplomatique de grande ampleur pour l'Algérie. Alger a milité depuis des mois pour réaliser cet objectif, avec l'aide d'autres pays africains influents.

En effet, le Sommet de l'Union africaine, réuni hier à Addis-Abeba, a suspendu la décision du président de la Commission africaine, Moussa Faki, d'accorder à Israël le statut d'observateur et met en place un comité de sept Chefs d'Etat comprenant l'Algérie pour formuler une recommandation au Sommet de l'UA sur cette question. Il s'agit d'un succès de poids de l'Algérie qui a milité contre toute présence de l'entité sioniste au sein de l'organisation africaine.

Il faut dire que cette intrusion sioniste au sein de l'organisation panafricaine a été possible grâce au travail sournois de la diplomatie marocaine et certains pays alliés. Ces derniers cherchaient à tout prix à imposer aux Africains une nouvelle normalisation avec l'entité sioniste après l'avoir fait sur le plan bilatéral. En réalité, la présence d'Israël ne peut que créer de nouvelles sources d'instabilité dans le continent. L'entité sioniste n'a jamais été perçue comme un partenaire pacifique,



mais plutôt comme un Etat belliqueux, agressif et complètement détourné des questions de développement et du modernisme des pays africains. Pour preuve, Tel Aviv poursuit encore sa politique de colonisation armée et de force dans les territoires palestiniens, refusant au peuple palestinien son droit de bâtir son Etat indépendant et libre, et faisant fi du droit international et des résolutions onusiennes.Cette décision adoptée par consensus par le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA prévoit la suspension de la décision prise par le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki, d'octroyer le 22 juillet dernier le statut d'observateur à l'entité sioniste au sein de l'UA.

La décision prévoit aussi la création d'un Comité de sept Chefs d'Etat africains pour formuler une recommandation au Sommet de l'UA qui demeure saisi de la question.

Il sera composé du Président sénégalais Macky Sall, en sa qualité de Président en exercice de l'UA, du Président de la République Abdelmadjid Tebboune, ainsi que des présidents sud-africain Cyril Ramaphosa, rwandais Paul Kagame, nigérian Muhamadu Bouhari, camerounais Paul Biya et du président de la RDCongo Felix Tshisekedi.

Le Président Macky Sall prendra l'initiative pour le lancement des travaux de ce Comité.

Mohamed K.

LUTTE ANTITERRORISTE EN AFRIQUE

Tebboune plaide pour une approche globale et intégrée

L'ALGÉRIE a appelé, hier, au 35e sommet de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba, à la finalisation du 2ème Plan africain de lutte contre le terrorisme, l'activation du Fonds spécial africain de lutte contre le terrorisme, la mise en place d'une liste africaine des personnes et des groupes impliqués de terrorismes ainsi que la concrétisation du projet de mandat d'arrêt africain.

La nouvelle vision de l'Algérie de la lutte contre le terrorisme en Afrique contenue dans le rapport du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, présenté à cette occasion, par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, se traduit par «la finalisation du deuxième Plan Africain de Lutte contre le Terrorisme qui viendrait remplacer celui adopté par l'UA en 2003, conformément au mémorandum sur les piliers d'une action commune de l'UA contre le fléau du terrorisme et de l'extrémisme violent soumis par l'Algérie, en sa qualité de coordonnateur de la lutte contre le terrorisme en Afrique, et adopté par Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement».

«Il est question également d'opérationnaliser le Fonds Spécial africain de lutte contre le terrorisme et l'activation du Sous-comité de lutte contre le terrorisme relevant du Conseil de Paix et de Sécurité».

Parmi les propositions de l'Algérie dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et l'intégrisme violent en Afrique, figure celle de «la mise en place d'une liste africaine des personnes, groupes et entités impliqués dans des actes terroristes, y compris les combattants terroristes étrangers». La vision algérienne plaide également pour «la concrétisation du projet de mandat d'arrêt africain, instrument dont le Conseil de Paix et de Sécurité a mis en évidence la nécessité lors de sa séance de novembre 2018 consacrée au phénomène terroriste en Afrique».

Le Président Tebboune, à travers cette nouvelle vision, réitère l'engagement de l'Algérie à «accompagner l'action de l'UA dans le domaine de la prévention et de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, afin de préserver la paix et la stabilité et promouvoir le développement durable de notre continent».

Il a souligné qu'en dépit des efforts consentis par la communauté internationale dans la lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, «ce fléau continue de sévir dans plusieurs pays du monde, en particulier sur notre continent, où la menace terroriste a pris des proportions alarmantes, notamment dans la région sahélo-saharienne».

Il a relevé, en outre, que «la menace est accentuée par les risques qu'engendrent le déplacement et le retour des terroristes étrangers, conséquence de la déconfiture des groupes terroristes, notamment au Moyen Orient».

LE FINANCEMENT DU TERRORISME EN LIGNE DE MIRE

L'Algérie soutient que «les liens avérés entre le terrorisme et le crime transnational organisé sont de nature à alimenter les groupes terroristes en moyens financiers colossaux, à travers notamment le payement de rançons, la drogue, la traite humaine, la contrebande et le piratage».

Elle a fait observer, à ce propos, que l'effort en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent «butte sur le redéploiement qui s'opère en profitant des moyens de large mobilisation qu'offre l'espace virtuel, après avoir perdu la bataille dans l'espace physique.

Le cyberespace devient ainsi «un théâtre d'endoctrinement et de recrutement pour les groupes terroristes», ajoute le Président Tebboune, soulignant que l'accroissement de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication et de l'accès aux réseaux sociaux «offre des opportunités inespérées à l'extrémisme d'accroitre sa capacité de nuisance».

«La radicalisation est en phase de gagner davantage de terrain, en particulier au sein des couches de populations les plus défavorisées sur le plan économique», a prévenu le Président Tebboune dans son rapport.

Dans le même contexte, il a évoqué dans son rapport les «conséquences désastreuses» de la pandémie de la Covid-19 et la récession économique engendrée sur les pays africains qui se voient dans «l'obligation d'affecter des ressources, qui se raréfient davantage, pour développer des stratégies et acquérir des moyens de riposte à la menace terroriste».

«Au titre de l'accomplissement de son mandat de coordonnateur sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique, confié par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA en 2017, l'Algérie a organisé, conjointement avec l'UA à Alger en avril 2018, une réunion de haut niveau de l'UA sur la lutte contre le financement du terrorisme», a-t-il rappelé.

Les conclusions de cette réunion ont été adoptées par le Conseil de Paix et de Sécurité en novembre 2018, qui a demandé à la Commission et aux Etats membres de «mettre rapidement en œuvre les décisions et recommandations de la réunion de haut niveau», précise le document, ajoutant qu'elles ont également été présentées par l'Algérie lors de la Conférence sur la lutte contre le financement de Daesh et Al-Qaida organisée à Paris sous le thème «No money for terror».

Consciente de l'impact de ce fléau sur la paix et la stabilité dans la région et au développement durable en Afrique, l'UA, a affirmé le Président Tebboune, «s'est efforcée à développer un large éventail d'instruments juridiques et organisationnels pour endiguer l'expansion de ce phénomène sur le continent. Ainsi, une Convention de prévention et de lutte contre le terrorisme a été adoptée en 1999, suivie d'un Plan d'action de lutte contre le terrorisme en 2004».

Le Président Tebboune a tenu à affirmer, dans ce rapport, que «la bataille contre le terrorisme et l'extrémisme violent ne pourrait être gagnée en l'absence d'une approche compréhensive basée sur un déploiement sur un double front, à savoir la lutte contre les groupes extrémistes, mais aussi et surtout en termes de prévention et d'efforts de déradicalisation».

Il a rappelé, à cette occasion, que «l'Algérie a toujours plaidé pour une approche globale et intégrée dans les stratégies à mettre en œuvre, pour mieux appréhender et combattre le terrorisme et la criminalité au niveau national et international».

Cette nouvelle approche africaine proposée par l'Algérie consiste, a-t-il expliqué, à «impulser un nouveau souffle à l'effort collectif de prévention et de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, et tenant compte de la situation d'instabilité que connait la région Sahélo-Saharienne et l'aggravation de la menace terroriste et des autres menaces connexes sur plusieurs région du continent».

Ainsi, cette nouvelle vision, a précisé le chef de l'Etat, est «basée sur une série de propositions visant à renforcer les efforts collectifs des Etats africains et les mécanismes de l'UA en matière de lutte contre le terrorisme».

Elle vise également à «redynamiser les institutions et renforcer les mécanismes de l'UA de lutte contre ce phénomène transfrontalier et dangereux, en intégrant les nouveaux concepts, moyens et ressources d'ordre normatif et opérationnel afin d'améliorer l'action africaine», a indiqué le Président Tebboune.

S.O.Brahim

ASSURANCES

Cat-Nat couvre 12% du patrimoine immobilier



L'ASSURANCE contre les effets des catastrophes naturelles (Cat-Nat) en Algérie, malgré son caractère obligatoire, ne couvre que 12% des biens immobiliers détenus par les particuliers, a déploré, Youcef Benmicia, président de l'Union algérienne des sociétés d'assurance et de réassurance (UAR).

L'assurance Cat-Nat «peine à se généraliser, en dépit de son caractère obligatoire», a déclaré M. Benmicia à la «Revue de l'Assurance», précisant que «12% seulement des biens immobiliers détenus par les particuliers sont couverts actuellement par l'assurance Cat-Nat, en Algérie».

Ce qui veut dire, a-t-il expliqué, que «près de 90% des citoyens propriétaires de leurs logements ne protègent pas leurs habitations contre le risque Cat-Nat».

Même constat pour les commerçants et les entrepreneurs qui préfèrent, dans leur majorité, ne pas souscrire à ce produit, alors qu'ils sont tenus de s'assurer contre les catastrophes naturelles même s'ils ne détiennent pas en toute propriété leurs biens immobiliers.

«Pour mettre fin au non-respect du caractère obligatoire de cette assurance par la quasi-totalité des ménages, commerçants et entrepreneurs, des groupes de travail de I'UAR et de la Compagnie centrale de réassurance (CCR) sont en train de revoir la réglementation encadrant le système d'assurance Cat-Nat et conduire via le nouveau dispositif institutionnel à favoriser la généralisation de la souscription à ce type d'assurance», est-il indiqué dans le dernier numéro de la «Revue de l'Assurance», publiée par le Conseil national des assurances (CNA).

L'assurance Cat-Nat, qui a été instituée en 2003 et mise en application en 2004, constitue tout de même un «acquis» pour le marché national de l'assurance, souligne M. Benmicia faisant observer que «ce produit existe rarement dans les pays émergents».

M. B.

AADL

Reprise de l'accueil des souscripteurs

L'AGENCE d'Amélioration et de Développement du Logement (AADL) a annoncé dimanche dans un communiqué la reprise de l'accueil des souscripteurs aux programmes de logements location-vente et des habitants de ces quartiers.

«L'AADL et ses différentes directions régionales à savoir, Alger Est, Alger Ouest, Ouargla, Tiaret, Sétif, Annaba, et Oran, ont repris dimanche 6 février 2022 les rendez-vous d'accueil pour la prise en charge des préoccupations des souscripteurs et des habitants des quartiers AADL», a indiqué l'agence sur sa page Facebook.

L'AADL avait suspendu la prise de rendez-vous en raison de l'augmentation des cas d'atteinte au covid-19 parmi son personnel. **S. N.**

AGRICULTURE CÉRÉALIÈRE

Nécessité d'élaborer un programme de recherche dédié

Le développement de la filière céréalière nécessite l'élaboration d'un programme de recherche qui lui soit dédié et qui s'étalera sur 10 ans, a préconisé dimanche l'agroéconomiste Ali Daoudi.



Il a relevé le besoin «d'engager un véritable programme de recherche sur les céréales, sur une dizaine d'années, qui traite de l'ensemble des aspects des céréales, à l'instar du matériel génétique, du travail du sol, des techniques d'irrigation et jusqu'au techniques de stockage», a-t-il expliqué sur les ondes de la chaîne III de la Radio algérienne.

Selon M. Daoudi, il est impératif de maîtriser les ressources génétiques, dont les semences sont un «élément clé pour maîtriser l'agriculture de demain», relevant à ce titre «l'urgence» d'engager une véritable stratégie de recherche autour de l'enrichissement et l'actualisation de la gamme de variétés disponibles pour les céréales.

L'expert a appelé à favoriser les variétés à cycle court qui répondent très bien à l'irrigation dans différents étages bioclimatiques de l'Algérie, estimant que pour assurer sa sécurité alimentaire, l'Algérie est «obligée» de faire une recherche à la fois académique mais aussi orientée vers le développement de solutions innovantes appropriées à tous les territoires du pays.

M.Daoudi a affirmé, également, que l'amélioration des rendements des céréales passe par la résolution de «petits problèmes» tels que la disponibilité à temps des engrais ou de la semence, la qualité des semences disponibles, les moyens de récoltes, en plus de solutionner tous les problèmes poste-récolte liés notamment aux pertes sur le transport.

Dans ce sens, l'agroéconomiste a mis l'accent sur l'importance de maîtriser le stockage les céréales, que ce soit la production nationale ou les quantités importées, ce qui permettra à l'Algérie de se protéger du risque des changements climatiques. M.Daoudi a appelé à ce que l'Etat s'engage dans l'accompagnement et la protection des agriculteurs contre les aléas climatiques, notamment la sécheresse, afin de les inciter à fournir des efforts dans l'intensification de la production des céréales.

Il a préconisé, a ce titre, «l'introduction d'une prime d'incitation à l'irrigation agricole pour les céréales, d'une valeur de 500 DA au quintal qui viendrait promouvoir l'irrigation d'appoint dans le secteur céréalier». L'expert a souligné, toutefois, qu'il fallait que les solutions d'intensification des cultures soient écologiques, afin de maintenir le même niveau de production tout en garantissant des produits de qualité qui n'affectent pas la santé des consommateurs et qui ne détruisent pas les écosystèmes. **M. B.**

EXPO 2020 DUBAÏ

Troisième semaine algérienne du tourisme et de l'artisanat

LA 3E SEMAINE algérienne du tourisme et de l'artisanat sera organisée du 4 au 11 février au stand de l'Algérie à l'exposition universelle «Expo 2020 Dubaï», dans le but de mette en exergue les atouts et le potentiel touristique de la destination Algérie, a indiqué, samedi, un communiqué de l'Office national du tourisme (ONT).

Cette manifestation est organisée dans le cadre de «la contribution du secteur du tourisme et de l'artisanat à la promotion du stand Algérie» à «Expo 2020 Dubaï», où un riche programme a été tracé en coordination avec le commissariat de l'Algérie à ladite exposition et différents acteurs touristiques, en l'occurrence le Groupe HTT (Hôtellerie, Tourisme et Thermalisme), l'Office national algérien du tourisme (ONAT), l'Agence nationale de développement du tourisme (ANDT) et l'ONT.

La 3e semaine algérienne du tourisme et de l'artisanat vise à faire la promotion «des atouts et du potentiel touristique de la destination Algérie», en sus «d'attirer davantage d'opérateurs et de touristes étrangers».

Le programme de la manifestation renferme plusieurs activités reflétant «les spécificités des différentes régions du pays» et représentées par le Groupe HTT, à la faveur d'offres et de programmes proposés par ses entreprises de gestion touristique et hôtelière (Alger, Annaba et Ghardaïa), outre la présentation des acquis hôteliers touristiques et thermaux publics, et de la cuisine algérienne, à travers des séances de dégustation de plats traditionnels algériens, précise le communiqué.

Un espace sera également réservé à l'artisanat où des ateliers seront animés par des artisans algériens dans la céramique d'art, la bijouterie, les produits d'artisanat et le dessin sur sable, l'objectif étant de mettre en avant le patrimoine matériel qui constitue un vecteur civilisationnel, culturel et économique.

L'exposition qui sera ponctuée par des séances de dégustation de gâteaux traditionnels et de dattes verra la présentation de programmes promotionnels et des opportunités d'investissement offertes.

Un concert musical sera également animé par le groupe Ferda dans le cadre de la promotion du patrimoine culturel algérien.

Cette 3e semaine algérienne du tourisme et de l'artisanat à Expo 2020 Dubaï, intervient à l'issue de deux participations successives du 7 au 15 novembre et du 12 au 27 décembre 2021, conclut la même source.

H. B.

UN ALIBI ELECTORAL MAJEUR

En France, Emmanul Macron veut contrôler l'organisation de l'islam

Comme Napoléon il y a plus de deux siècles avec le culte israélite, Emmanuel Macron décide d'organiser et de contrôler l'islam dans son pays sur les ruines du Conseil français du culte musulman (CFCM) promis à la mort avant son 20e anniversaire l'année prochaine.



Le Forum de l'Islam de France (FORIF) est le nouveau format de dialogue avec les musulmans que choisit d'instaurer l'Etat. Une «nouvelle page à écrire» pour sortir du «blocage» et «faire avancer les projets» envers lequel les algériens de France sont dubitatifs.

Il est lancé en pleine campagne présidentielle qui fait de l'islam un thème majeur sous l'impulsion d'une extrême droite agressive qui agite le fantasme du «grand remplacement» des Français de souche par des immigrés en majorité musulmans. Le débat electoral, à la limite de l'hystérie et de l'invective, n'épargne pas les algériens. Haro donc sur le CFCM, créé en 2003 par Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur de Jacques Chirac. Doté du pouvoir de représentation des musulmans, le CFCM s'est illustré par des querelles entre ses différentes composantes, liée chacune à une chapelle étrangère (Algérie, Maroc, Turquie et Frères Musulmans). Sans compter les caprices de ses notables qui se comportent en concurrents plutôt qu'en alliés. «On ne compte plus les rois qui ont mobilisé leur énergie pour que le pouvvoir religieux ne dépende pas de tutelles étrangères en France», a rappelé le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin. Hormis le recensement des actes islamophobes et une entente sur le début du jeûne du ramadan, le bilan du CFCM est plutôt faible, ne donnant satisfaction ni aux autorités ni aux fidèles. Le terrorisme s'est amplifié et les actes islamophobes aussi.

Le FORIF, inspiré du modèle allemand, réduit l'influence de ces fédérations en défaut de légitimité au profit d'acteurs locaux jugés plus ancrés sur le terrain et plus en phase avec les notables coupés de la base et cooptés à Paris.

Son acte de naissance a été signé samedi par Gérald Darmanin qui a convié quelque 80 acteurs musulmans au palais d'Iena à Paris, siège du Conseil national économique, social et environnemental (CESE). Paradoxe, ils ont été choisis par les préfets. C'est l'aboutissement d'une série de réunions en visioconférence menées par le Bureau central des cultes. «Vous avez organisé vos associations localement pour répondre aux besoins des fidèles, aux attentes spirituelles des hommes et des femmes dans les moments de joie comme dans les moments de peine et de détresse. Vos lieux de culte se sont progressivement insérés dans la vie locale. Certains sont d'ailleurs des réussites architecturales remarquables comme la mosquée des Cèdres à Marseille ou celle de Puy-en-Velay dans une vieille ferme du Velay», a-t-il cajolé. «Mais, dans cette diversité, chacun comprend que la République française a besoin, comme pour les autres religions d'interlocuteurs» lors de cette réunion où Emmanuel Macron a été représenté par l'ancienne sénatrice socialiste et franco-algérienne Bariza Khiari. M. Darmanin a souhaité que «l'islamisme et le salafisme» soient déclarés «ennemi commun» et combattus grâce à des «actes forts».

«La représentation du culte musulman doit désormais tenir compte d'une réalité qui a changé. Bien plus de la moitié des musulmans de notre pays sont des Français nés en France. Ils sont entrepreneurs, médecins, avocats, fonctionnaires, universitaires, scientifiques, chefs d'entreprise, ouvriers, juges. Certains fréquentent régulièrement les lieux de culte, d'autres épisodiquement. […] Notre conviction profonde est que l'islam de France ne doit concerner que la France et les musulmans français. Permettre le contraire, c'est accréditer l'idée que l'islam est une religion d'étrangers, pour des étrangers, financée par l'étranger. Permettre cela, c'est donner raison aux populistes», a plaidé Darmanin.

LE MODÈLE ALLEMAND

«Nous avons appris des échecs du CFCM. Notre bjectf est de conserver un dialogue souple et directement fondé sur l'investissement des acteurs de terrain, désireux de travailler au bénéfice de leurs coreligionnaires, à l'image de ce que nos amis allemands en oeuvre depuis une décennie. Désormais, il n'y aura pour le gouvernement de représentant unique du culte musulman compétent sur tous les sujets mais des collectifs organisés par thématiques pour obtenir des résulats concrets qui se réunirons à échéance régulière», a-t-il détaillé.

Quel est donc ce modèle allemand qui inspire désomais la France? Outre Rhin, il existe une organisation nommée la Deutsche Islam Konferenz, la DIK, que l'on peut traduire par « Conférence allemande sur l'islam ».

«Créée en 2006, placée sous l'autorité du ministère de l'Intérieur fédéral, la DIK est actuellement une structure souple, rassemblant des acteurs politiques, des acteurs musulmans et des représentants du monde éducatif, en étant attentive aux jeunes générations. Sur la base de projets, d'ateliers, de conférences ou de forums, elle sollicite non seulement des représentants des grandes fédérations musulmanes mais aussi des acteurs d'initiatives locales, des responsables de mosquées, des personnalités du monde musulman ainsi que des représentants du gouvernement fédéral, des Länder et des communes, des universitaires et des +praticiens + de l'islam», expose Vincent Goulet, docteur en sociologie et membre associé au groupe Sociétés, acteurs, gouvernement en Europe (SAGE) de l'Université de Strasbourg, au journal en ligne Saphir News, spécialisé dans les questions religieuses. Pour lui, le bilan de DIK est aussi «mitigé».

«Comme en France, l'islam n'est pas organisé sur une base ecclésiale centralisée et la concurrence a été vive entre les organisations musulmanes pour se faire reconnaitre au détriment des autres et ainsi avoir la main sur l'enseignement confessionnel musulman.

LIMITER L'INFLUENCE ETRANGÈRE

Les gouvernements des différents Länder reconnaissent ainsi certaines fédérations ou associations islamiques et non d'autres, ou encore préfèrent créer un comité ad hoc (Beirat) censé représenter l'ensemble des musulmans vivant sur leur territoire, ce qui pose des d'ailleurs des problèmes constitutionnels», explique le sociologue.

Limiter l'influence étrangère a un coût que l'Etat français devrait pouvoir payer afin de combler les financements appelés à se tarir. «Vouloir limiter les +influences étrangères+ et favoriser un islam national signifie que les pouvoirs publics devront s'investir plus amplement dans le soutien aux organisations islamiques locales, que cela soit au niveau des bâtiments du culte et de leur fonctionnement, de la formation des ministres du culte, de la construction d'un cadre intellectuel propice au développement d'une théologie musulmane qui réponde aux besoins et aux interrogations des croyants d'aujourd'hui.

Pour ce faire, il faudra mobiliser des moyens financiers publics et renouveler en profondeur la façon dont est appliquée notre laïcité, sans en revenir sur les principes fondateurs : liberté de conscience, liberté d'expression religieuse, neutralité de l'État, égalité de traitement des différentes religions et convictions», prévient le sociologue.

La mission s'annonce donc ardue pour le Forif même si une question est déjà en voie de règlement. A fin 2023, la France n'admettra plus d'imams venus de l'étranger et rémunérés par leur pays. La fédération de la Grande Mosquée de Paris en compte 120 envoyés par le ministère algérien des Affaires religieuses. Il reste la question du halal, importante source de financement comme l'est d'aillers auss la délivrance du visa saoudien pour le pèlerinage de La Mecque. Le quota français est de 25.000 visas.

Quel enterrement organiser pour le CFCM? Président de l'Observatoire de l'islamophobie qui en est une structure, Abdallah Zekri dénie aux autorités le pouvoir de le dissoudre parce que «ce n'est pas une organisation terroriste» mais une instance «qui a fait le job» demandé même s'il y a des difficultés.

«Il n'y a pas eu d'acte de décès (du CFCM) signé par le président de la République ou le ministre de l'Intérieur. Là, nous assistons à une opération médiatique. M. Macron veut marquer son empreinte comme d'autres. Le PR ne peut pas écarter, ni modifier le CFCM. le Forif est une instance de dialogue et non de décision. Ce n'est pas une instance qui va organiser le culte, lequel doit être organisé par des responsables du culte.

Ce qu'on nous reproche, et là je suis d'accord, ce sont les mésententes, le clientélisme et la désignation des dirigeants par le haut. Mais nous avons demandé avant le Président de la République ce qu'il veut faire. Nous souhaitons une élection de la base au sommet et le renouvellement de toutes les instances, l'éviction de ceux qui ont été cooptés et des présidents de fédérations qui sont devenus des caïds de l'islam», s'emporte M. Zekri.

Une désignation par la base est aussi le souhait du recteur de la mosquée de Lyon, Kamal Kabtane.

A deux mois de la présidentielle, l'ouverture de ce dossier dégage des relents électoraux qu'il est impossible d'évacuer. De Paris, Nidal Aloui

www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
Quotidien national d'information
Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger.
Tél. : (021) 67.07.48 / 49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax : (021) 67.07.46

Publicité
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
pub@jeune-independant.net



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION
Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger
Tél. :
(021) 67.07.48/49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :
(021) 67.07.46

*****
Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****
Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****
IMPRESSION
Centre : SIA
Ouest : SIO
Est : SIE
SIMPRAL
*****
FLASHAGE
Centre, Est : LJI
*****
DIFFUSION
Centre : CIDP.
Ouest : SEDOR.
Est : Eurl KDP
*****
TIRAGE
4250 exemplaires
*****
PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
pub@jeune-independant.net
CONTACTEZ AUSSI ANEP
1 rue Pasteur, Alger
Tél. : 021 73 76 78
021 73 71 28
021 73 30 43
Fax : 021 73 95 59
*****
BUREAUX RÉGIONAUX
• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. : (0662) 18.41.81
Fax : (038) 80.20.36
• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. : (026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62
• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax : (031) 66.32.64
• Bejaia
Bejaia : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10
N° Tél : 034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr
• Tipasa
B.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. : (024) 43.60.26

© 1990-2021
Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

L'UKRAINE, SEUL « DINDON DE LA FARCE »

Hystérie altantiste contre la Russie

Qui a intérêt à déstabiliser l'extrême est-européen ? Avec ces bruits de bottes en Ukraine, une partie de jeu d'échec semble engagée entre Russes et Américains avec en arrière fond des dirigeants européens aux prises à de graves crises politiques ou en passe d'entamer une campagne électorale en vue d'une réélection.



Véritable dindon de la farce, l'Ukraine se trouve, à son corps défendant, au centre de manœuvres qu'il a entretenu, il y a peu de temps, et qui le dépasse de très loin aujourd'hui. Nous sommes bien loin de l'euphorie atlantiste de l'Euro-Maïdan, où tout semblait très facile avec l'appui des faucons néoconservateurs américains. Il s'agit désormais de renégocier les termes d'un traité de sécurité collective globale en Europe, objet d'un bras de fer entre Washington et Moscou.

C'est une véritable hystérie qui s'est emparée ses derniers jours des médias et des politiques occidentaux. Son objet ? Une prétendue volonté russe d'envahir l'Ukraine. Cette facilité avec laquelle les Occidentaux tentent de faire vendre leur plan est tout simplement ahurissante. Et pour cause ! Les déclarations se suivent et se ressemblent : de la Maison blanche au 10 Downing Street en passant par l'Elysée, tous crient que Poutine veut et va envahir l'Ukraine. Une hérésie destinée à entretenir une diversion sur les véritables de la crise entre Moscou et l'Occident!

Sinon comment expliquer cette propagande antirusse ? Il y a au moins trois raisons à cette hystérie collective occidentale : pousser la Russie dans ses ultimes retranchements afin de l'affaiblir, renforcer la position de l'alliance atlantique et contrôler les routes de l'énergie en Europe. Telle une réponse du berger à la bergère, les Occidentaux ont répondu aux garanties de sécurité demandées par la Russie avec une rare violence.

Le 17 décembre 2021, Moscou avait présenté des projets d'ententes avec les États-Unis et avec l'Otan contenant entre autres, des clauses sur les garanties de sécurité et le non-déploiement de missiles de courte et moyenne portée à distance de tir de l'autre partie. Aux termes de l'accord, l'Otan devrait renoncer à s'élargir à l'Est, et notamment à intégrer les anciennes républiques soviétiques, conformément aux engagements pris par l'ancien président George Bush Sr avec Mikhaïl Gorbatchev en 1990.

Même si la Russie de Boris Eltsine avait accepté l'élargissement de l'Otan aux anciens pays membres du pacte de Varsovie, l'actuel président russe entend rester ferme notamment par rapport à un éventuel élargissement à l'Ukraine et à la Géorgie. Ce qui mettrait les grandes villes russes notamment Moscou à portée des missiles atlantistes.

Fin janvier, le président russe Vladimir Poutine avait déclaré lors d'un entretien téléphonique avec son homologue français Emmanuel Macron que les réponses déjà avancées par l'Otan et les Etats-Unis sur ses préoccupations en matière de sécurité n'étaient pas de nature à le rassurer. Vladimir Poutine a indiqué qu'il étudierait en détail les propositions de Washington et de l'Alliance atlantique, eu égard aux tensions à la frontière ukrainienne, avant d'envisager des initiatives ultérieures, selon les agences de presse russes.

LE BRANLEBAS DE COMBAT DE BIDEN

L'entouroupe atlantiste a été de porter l'attention sur des manœuvres russes aux frontières avec l'Ukraine pour intoxiquer l'opinion publique mondiale quant à une volonté belliqueuse russe à l'encontre de son voisin de l'ouest. Le branlebas de combats de Joe Biden et de Boris Johnson avec leurs alliés néerlandais, polonais et roumains contraste d'ailleurs avec la posture ukrainienne.

Le 28 janvier dernier, le Président ukrainien Volodymyr Zelensky a même accusé Washington et l'Otan de créer la «panique», notamment avec leur couverture médiatique du sujet. «Avons-nous des chars dans nos rues? Non», a-t-il affirmé, niant toute attaque «imminente» des Russes. «Je suis le Président de l'Ukraine, j'y suis basé et je pense que je connais mieux les détails d'où je suis», a-t-il insisté.

Mais sous la pression britannique, le même Zelensky a déclaré le 1er février la création d'une alliance tripartie Grande-Bretagne-Pologne-Ukraine. « Nous créons un nouveau format de coopération politique en Europe », a-t-annoncé le 1er février, devant les élus de la Rada,le Parlement de Kiev. Une coopération tripartite afin de «renforcer la sécurité régionale […] dans le contexte de l'agression russe», précise de son côté le Premier ministre ukrainien, en compagnie de son homologue polonais, Mateusz Morawiecki. «C'est un moment où toute l'Europe et le monde occidental doivent s'unir autour de la cause de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine», a déclaré le responsable polonais.

Ce dernier a promis de transférer à l'Ukraine les systèmes portatifs de défense aérienne et les drones, rejoignant les pays atlantistes qui ont envoyés des divisions et des armes soit en Ukraine soit dans les pays limitrophes membres de l'Otan.

En outre, le Premier ministre polonais, au nom de la Pologne en situation de pénurie de gaz, a proposé à l'Ukraine un projet commun de gazoduc pour pouvoir obtenir du gaz provenant de la Norvège, qui, d'ailleurs, réduit sa production année après année en raison de l'épuisement des gisements. L'absurde situation dans laquelle un pays de transit investit dans un tuyau pour obtenir du gaz par la mer et quatre frontières à coût égal a été appréciée par les experts locaux, mais pas par le Premier ministre ukrainien, qui a confirmé vouloir investir de l'argent dans un projet apparemment fautif et insensé.

Pour sa part, le très contesté Premier ministre britannique Boris Johnson est prêt à étouffer l'Ukraine dans ses bras. En guise d'avance, il a promis des armes à Kiev, a dit beaucoup de mots encourageants pour soutenir les pertes anti-russes, et a apporté 88 millions de livres «d'aide», en fait des prêts, pour «réduire la dépendance à l'énergie russe». Ils seront probablement investis dans le tuyau polonais dans le cadre de l'ancrage de l'axe politique Londres-Varsovie-Kiev, tant dit dans les trois capitales, mais les documents ont été reportés pour de bonnes raisons - la maladie du chef de la diplomatie britannique.

LES BIENS IMMOBILIERS DE ZELENSKY À LONDRES

Il est évident que Londres, après sa sortie de l'UE, se préoccupe peu de la sécurité sur le continent européen et mène sa propre ligne de politique étrangère très conflictuelle. Les Britanniques sont presque devenus le principal atout de la guerre en Ukraine et le principal acteur de la politique étrangère à l'intérieur du pays, dépassant même les États-Unis. Déjà que Zelenski et son entourage sont «sous le coup» des services secrets britanniques, depuis sa visite au siège de MI-6 en octobre 2020 et l'achat de biens immobiliers chers sur Baker Street rajoute à la dépendance de Kiev à Londres. En plus des avantages politiques de provoquer un conflit aux frontières de la Russie, Londres bénéficie déjà de l'Ukraine sur le plan commercial. Ainsi, les négociations entre Zelenski et Johnson ont porté sur l'élargissement de la zone de libre-échange bilatéral, et en fait sur la substitution des produits ukrainiens par des produits étrangers.

D'ailleurs, la seule voix dissonante dans le camp occidental est celle de l'Allemagne. Berlin grand partenaire de Moscou en matière d'énergie ne veut pas mettre la charrue avant les bœufs. Le social-démocrate Olaf Sholz n'a pas rejoint le concert antirusse. Les intérêts allemands ne sont pas forcément ceux des Etats-Unis ou de la Grande-Bretagne.

L'Ukraine, cheval de Troie de l'Otan aux frontières de la Russie, remplira une triple fonction : plateforme de déploiement atlantiste, verrou pour le transit du gaz russe vers l'Europe et vassal des Anglo-saxons dans leurs entreprises antirusses. L'historien militaire français Laurent Henninger, n'est pas allé par quatre chemins: «Ses alliés n'en ont rien à foutre (sic) de l'Ukraine». «Le peuple ukrainien est le dindon de la farce dans cette histoire. C'est atroce, d'ailleurs, car il ne le mérite pas», a-t-il rajouté.

Mahmoud Benmostefa



SERIE A

L'AC Milan renverse l'Inter grâce à un doublé d'Olivier Giroud

Cette 24e journée en Serie A offrait aux fans de football italien l'un de ses plus beaux duels, le Derby de la Madonnina. Opposant les deux clubs milanais, premiers et troisième du championnat, cette rencontre disputée a vu les joueurs de l'AC Milan renversés leurs adversaires du soir, grâce à un doublé de l'international français, Olivier Giroud (75e et 78e).



Jour de derby de la Madonnina ce samedi en Italie. L'Inter accueillait l'AC Milan dans un stade Giuseppe Meazza, libéré de sa jauge de 5000 spectateurs et acquis aux couleurs nerazzurri. Les Intéristes, champions en titre, étaient assurés de rester en tête du championnat à l'issue de cette 24ème journée, tandis que les Rossoneri, 3e, souhaitaient mettre la pression sur le Napoli, devant eux à la différence de but. Pour cette rencontre, Simone Inzaghi avait décidé d'aligner un onze identique à celui qui avait battu Venise le 22 janvier, à l'exception de Matteo Darmian remplacé par Denzel Dumfries au poste de piston droit. Son homologue Stefano Piolli plaçait sa confiance en attaque dans l'international français Olivier Giroud, aligné aux côtés de trois autres tricolores : Théo Hernandez, Mike Maignan et Pierre Kalulu, tandis que Franck Kessie et Ismaël Bennacer effectuaient leur retour dans le onze.

Après s'être inclinés lors des trois dernières rencontres opposant les deux équipes en 2021, les partenaires de Zlatan Ibrahimovic, toujours pas remis d'une blessure au tendon d'Achille, avaient à coeur de changer la donne en 2022. Ainsi, ils ont démarré le match en mettant de l'intensité, provoquant la première occasion avec ce centre de Calabria dévié en corner (3e), avant de se faire une petite frayeur en encaissant un but de Dumfries, finalement refusé pour un hors-jeu de Perisic (10e). Une minute plus tard c'est l'autre croate de l'Inter, Brozovic, qui oblige Mike Maignan à réaliser une très bonne claquette réflexe (11e). Après une bonne domination dans le jeu, l'Inter s'est créé une seconde occasion dangereuse avec cette reprise de Barella qui passe près du poteau de Maignan (26e), puis une troisième quelques minutes plus tard sur cette frappe à bout portant de Dumfries, bien stoppée une nouvelle fois par le gardien français. S'étant repris dans le jeu les Milanais forcent Samir Handanovic à se déployer sur une belle frappe de l'extérieur de la surface de Tonali (34e). Lautaro Martinez y a répondu quelques minutes plus tard, forçant Maignan à dégager sa frappe des deux poings en corner (37e). Sifflé par la Curva Sud, Calhanoglu, l'ancien rossonero, servait parfaitement Perisic sur ce coup de pied de coin pour l'ouverture du score de l'Inter.

Les Rouges et Noirs rentraient aux vestiaires dos au mur, après une bonne première mi-temps dominée par l'Inter Milan (9 tirs à 3). Les Rossoneri pouvaient remercier leur gardien de les avoir maintenu en vie dans ces quarante-cinq premières minutes (4arrêts en 1MT). Afin de changer son animation offensive, Piolli a fait entré en jeu Junior Messias en lieu et place d'Alexis Saelmaekers dès le début de la seconde période. D'entrée de jeu, Bennacer intervenait très bien sur Calhanoglu qui filait tout seul vers le but (48e), avant que Tonali ne retente sa chance de loin (49e) de l'autre côté du terrain. Cette seconde période a commencé comme la première, avec beaucoup d'intensité de la part des deux équipes sans qu'aucun but ne soit inscrit. A la 57e minute Franck Kessie, placé en tant que meneur de jeu, est remplacé par Brahim Diaz quelques minutes avant que Calhanoglu ne soit averti pour contestation (59e). Légèrement dominé dans les vingt-cinq premières minutes de la seconde période, les Intéristes se sont créés quelques occasions sur corner notamment. Les vingt dernières minutes de ce derby démarrent par le double changement de Simone Inzaghi, qui fait rentrer Alexis Sanchez et Federico Dimarco à la place de Lautaro Martinez et du buteur Ivan Perisic (69e), suivi de la sorti du passeur décisif Hakan Calhanoglu, remplacé par le milieu chilien Arturo Vidal. Les Milanais qui poussaient depuis quelques minutes ont égalisé grâce à un but d'Olivier Giroud (75e) qui s'est arraché pour reprendre une frappe contrée de Brahim Diaz, auteur d'une entrée remarquée. La fin de match s'annonçait électrique et on n'a pas été déçu puisque le deuxième meilleur buteur de l'histoire de Bleus a inscrit un doublé seulement trois minutes après son premier but, d'un très bel enchainement (78e).Les Milanais ont tenu bon jusqu'au bout, les dernières minutes étant hachées par les fautes. Théo Hernandez étant même exclu dans les dernières secondes pour une faute sur Dumfries. Les Milanais reviennent donc à un point de l'Inter, qui compte un match de moins, et met donc la pression sur le Napoli qui se déplace sur le terrain de Venezia ce dimanche. Les Rossoneri peuvent remercier leurs internationaux Mike Maignan et Olivier Giroud tandis que les Intéristes peuvent se mordre les doigts d'avoir laissé filer 3 points qui semblaient acquis à 15 minutes de la fin du match.

MANCHESTER UNITED

Le cas Mason Greenwood enflamme le vestiaire

PLUSIEURS membres du vestiaire mancunien n'auraient pas apprécié la mise à l'écart du jeune attaquant.

Quelle triste affaire. Mason Greenwood est accusé par sa copine de coups et de violences sexuelles, avec des images et des audios plutôt explicites qui on été publiés sur son compte Instagram, avant d'être supprimés. Depuis, l'attaquant des Red Devils, entendu par la police, a été écarté de l'équipe, mais pas que, puisque le jeu FIFA l'a notamment supprimé de sa base de données.

Et comment ça se passe en interne du côté de Manchester ? Et bien de nombreux joueurs se sont désolidarisés de lui en privé, comme l'indique The Sun. Le média cite notamment Lindelof, Cavani ou Cristiano Ronaldo, qui l'auraient aussi unfollow sur les réseaux sociaux. Mais dans le vestiaire, tout le monde ne lui a pas tourné le dos.

Ainsi, selon la publication britannique, une partie du vestiaire estime qu'il n'est pas juste d'ostraciser l'attaquant tant qu'il n'a pas été déclaré coupable, et que la présomption d'innocence doit se faire respecter. Le média déclare qu'un joueur, dont le nom n'est pas cité, serait particulièrement énervé par la situation. Certains joueurs se seraient sentis obligés de lui tourner le dos pour faire comme les autres. Une affaire qui divise encore plus un vestiaire qui n'était déjà pas forcément vraiment soudé, et où les égos et les clans compliquaient aussi le travail des entraîneurs. Tout est maintenant entre les mains de la justice, en attendant donc d'en savoir plus sur cette sombre histoire...

L'Ajax fixe le prix de sa star Antony

LORSQUE l'on parle des stars de demain, on évoque souvent des joueurs comme Kylian Mbappé, Erling Haaland ou Vinicius Junior. Et à juste titre, bien sûr. Mais il y en a un qu'on a tendance à oublier : Antony. Et pourtant l'ailier droit réalise une sacrée saison avec l'Ajax, du haut de ses 21 ans, affichant une capacité à éliminer ses adversaires pour le moins déconcertante.

Et même s'il y a eu quelques rumeurs concernant la Premier League ces derniers mois, on ne peut pas dire que son avenir fasse la une des médias. Et si on se fie aux informations du sérieux De Telegraaf, on comprend un peu mieux pourquoi. Effectivement, l'Ajax réclame plus de 60 millions d'euros pour sa star brésilienne. Un montant pour le moins conséquent à l'heure où beaucoup de gros clubs européens sont en difficulté sur le plan financier. Justement, le média s'interroge sur les possibles destinations du joueur. Et forcément, le nom du Paris Saint-Germain, avec son enclave brésilienne, est cité. Ce qui ne signifie pas que le club de la capitale va foncer sur le joueur, mais chez nos amis néerlandais, on le verrait bien évoluer aux côtés de Marquinhos et de Neymar.

Voici une piste intéressante en tout cas pour son compatriote Leonardo, alors que l'avenir de Kylian Mbappé semble bel et bien s'inscrire loin de la capitale française. Le profil d'Antony semble en plus correspondre à ce dont pourrait avoir besoin Mauricio Pochettino, ou Zinedine Zidane s'il venait à finalement bien prendre les commandes du leader de la Ligue 1...

COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS 2021

Tombeur du Burkina Faso, le Cameroun termine troisième

Au Stade Ahmadou-Ahidjo de Yaoundé, le Cameroun s'est offert la 3ème place de la Coupe d'Afrique des Nations à l'issue d'une séance de tirs au but inespérée (3-3, 5-3 aux tab) au regard du contexte. Forts d'une avance de trois buts à vingt minutes du terme, les Burkinabés se sont finalement effondrés face à l'armada offensive des Lions Indomptables, auteurs d'un incroyable come-back et intraitables au jeu des penalty. En attendant le grande finale entre le Sénégal de Sadio Mané et l'Egypte de Mohamed Salah, prévue ce dimanche à 20 heures, les Lions Indomptables terminent sur une bonne note.



Dans un peu moins de 24 heures, le grand vainqueur de la Coupe d'Afrique des Nations 2021 sera connu. Sénégalais et Egyptiens se disputeront, en effet, le sacre final au Stade d'Olembé de Yaoundé. En attendant, la rencontre pour la troisième place opposait, ce samedi à 20 heures, le Cameroun, pays organisateur, au Burkina Faso. Défaits à l'issue d'une séance de tirs au but décisive contre les Pharaons en demi-finale, les Lions Indomptables avaient donc pour ambition de terminer cette campagne sur une victoire, et ce afin de chasser la désillusion vécue. De son côté, le Burkina Faso, éliminé par les Lions de la Teranga, voulait confirmer son statut de sélection phare du football africain. Pour cette petite finale entre deux sélections qui avaient d'ailleurs ouvert le tournoi il y a un mois (victoire 2-1 du Cameroun), Kamou Malo optait donc pour un 4-2-3-1 emmené par Ouattara, présent à la pointe de l'attaque burkinabaise.

De son côté, Antonio Conceiçao alignait, lui-aussi, un 4-2-3-1 où Ganago, Bassogog et Bahoken formaient le trio offensif. Un début de rencontre qui débutait sur une très faible intensité où aucune des deux sélections ne souhaitaient se découvrir. Malgré une légère frayeur pour les Camerounais sur une tête de Tapsoba (8e), il fallait attendre la fin du premier quart d'heure pour voir la première véritable occasion de cette rencontre. Sur un centre d'Oyongo, Ouédraogo sortait juste devant Bahoken avant de stopper, non sans une certaine réussite, la frappe de Jean Onana (17e). Utilisant l'activité de ses latéraux, le Cameroun se montrait à nouveau dangereux mais Jean Onana, cette fois-ci de la tête, manquait le cadre (21e).

De mieux en mieux dans le jeu, les Lions Indomptables allaient pourtant se faire surprendre peu avant la demi-heure de jeu. Profitant d'un décalage de Ouattara, Kaboré trouvait Yago d'un centre précis au second poteau. De la tête, le latéral gauche de l'Aris Limassol ouvrait le score (1-0, 24e). Piqués au vif, les Lions Indomptables tentaient de réagir mais ni Bahoken (37e) ni Ganago (39e) ne parvenaient à égaliser. Et le scénario allait prendre une toute autre tournure quand le portier camerounais se trouait totalement juste avant la pause... Sur un nouveau centre de Kaboré, très actif dans le premier acte, Onana se rendait coupable d'une terrible faute de main et voyait le ballon filer dans ses propres buts (2-0, 44e). Rentrés sous les sifflets du stade Ahmadou-Ahidjo, les Camerounais allaient même définitivement sombrer dès le retour des vestiaires.

Servi par Traoré, Ouattara prenait le meilleur sur Moukoudi et Mbaizo pour tromper Onana d'une superbe tête plongeante (3-0, 49e). Effrayants de réalisme (3 buts en autant de tirs cadrés), les Étalons plongeaient ainsi le pays hôte en plein doute. Sonnés, les coéquipiers de Toko-Ekambi, entré en cours de jeu, réagissaient timidement mais la lointaine et puissante frappe d'Onguéné fuyait le cadre burkinabé (53e). Ne s'avouant pas vaincu, le Cameroun repartait à l'attaque et allait logiquement être récompensé par l'intermédiaire de Bahoken profitant d'un cafouillage dans le cœur de la surface burkinabaise (3-1, 71e). Portés par cette réduction du score, les Lions pensaient même totalement relancer cette rencontre quelques instants plus tard mais Toko-Ekambi tombait sur Ouédraogo, auteur d'un arrêt de grande classe sur la frappe de l'attaquant lyonnais (73e). Acculés, les Burkinabés résistaient tant bien que mal et le portier des Étalons s'interposait une nouvelle fois sur une tentative en force de Bahoken (83e).

Héroïque sur l'action précédente, Ouédraogo se rendait pourtant coupable d'une sortie douteuse sur le corner suivant et Aboubakar relançait les débats (3-2, 85e). Et ce qui semblait impensable à la pause allait bien se produire... Sur un long ballon anodin, le dernier rempart du Burkina Faso, fautif sur le second but, ne parvenait à contrôler le cuir. Opportuniste, le capitaine des Lions Indomptables, Aboubakar, profitait alors de l'offrande pour pousser le ballon dans le but vide et remettre les Lions à hauteur (3-3, 87e) ! Blessé sur l'action précédente, Ouédraogo devait alors céder sa place à Sawadogo et la tâche s'annonçait immense pour le nouvel entrant puisque qu'après plus de 7 minutes de temps additionnel, les deux formations allaient se départager aux tirs au but ! A ce jeu-là, c'est finalement le Cameroun qui sortait vainqueur grâce à une dernière tentative transformée par Oyongo. Une victoire arrachée validant une troisième place au terme d'un scénario de dingue qui permet aux Lions Indomptables de terminer cette CAN sur une note positive.

PSG

Lionel Messi se sent boycotté

LA PRESSE espagnole dévoile ce dimanche de nouvelles indications sur la situation de Lionel Messi à Paris.Depuis des semaines déjà, plusieurs médias espagnols ont évoqué le spleen de Messi à Paris. La star argentine regretterait la vie à Barcelone, et ne se serait pas adapté à son nouvel environnement parisien. S'il est forcément difficile de prouver ou de confirmer, ou à contrario de démentir ces informations, force est de constater que si on se fie à ce qui se passe sur le terrain, tout ça semble plutôt crédible...

L'Argentin est ainsi loin de son meilleur niveau, et le quotidien Marca en rajoute une couche ce week-end. Le média indique notamment que La Pulga n'est pas motivée par le fait de jouer en Ligue 1. Il ne trouve pas les ressources et la volonté de se surpasser qu'il avait par le passé, notamment dans ce contexte de duel à distance entre le Barça et le Real Madrid et surtout, entre Cristiano Ronaldo et lui. Mais ce n'est pas tout.

Le journal indique que la division du vestiaire parisien n'aide pas l'intégration du joueur, certes proche du clan Di Maria, Paredes ou Neymar, mais victime de cette fracture ouverte en interne. Ainsi, il a bien remarqué que tout le monde ne joue pas pour lui comme c'était le cas à Barcelone. Un certain boycott de certains coéquipiers auquel il ne s'attendait pas au moment de choisir le club de la capitale française.

Que les supporters du PSG se rassurent, tout ceci ne devrait pas mettre en danger l'avenir de l'Argentin, qui n'aurait pas prévu de partir l'été prochain. Il souhaiterait ainsi aller au bout de son contrat à Paris et disputer ce Mondial 2022 en évoluant au plus haut niveau en club. Mais autant dire que pour l'instant, l'aventure parisienne de la star argentine ne se passe clairement pas comme prévu...

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	05:51	12:43	15:37	17:59	19:25
CONSTANTINE	05:56	12:48	15:42	18:05	19:30
ALGER	06:10	13:02	15:57	18:20	19:44
OUARGLA	05:59	12:53	15:55	18:17	19:38
CHLEF	06:17	13:09	16:04	18:26	19:51
MOSTAGANEM	06:21	13:13	16:09	18:32	19:56
ORAN	06:24	13:17	16:13	18:35	19:59

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 7212 – LUNDI 7 FÉVRIER 2022

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	14°	04°
Oran	17°	07°
Constantine	16°	03°
Ouargla	23°	07°

STATUE DE L'EMIR ABDELKADER VANDALISÉE

L'Algérie dénonce un acte d'une «bassesse inqualifiable»

L'ambassadeur d'Algérie en France, Mohamed-Antar Daoud, a dénoncé hier dimanche un acte de vandalisme d'une «bassesse inqualifiable» qui a visé une statue érigée dans la ville d'Amboise (France) en l'honneur de l'émir Abdelkader, quelques heures avant son inauguration officielle.

«L'ambassadeur d'Algérie a dénoncé un acte de vandalisme d'une bassesse inqualifiable et assure de la poursuite de la dynamique algéro-française, soutenue par une volonté politique de part et d'autre d'aller de l'avant», indique un communiqué de l'ambassade d'Algérie à Paris.

Selon la même source, à l'invitation de M. Thierry Boutard, Maire de la ville d'Amboise, l'ambassadeur d'Algérie en France, Mohamed-Antar Daoud a pris part, samedi, à la cérémonie d'inauguration de la sculpture «Passage Abdelkader» en hommage au héros algérien l'Emir Abdelkader, qui intervient cette année au moment où le peuple algérien célèbre le 60eme anniversaire de l'indépendance nationale, chèrement reconquise.

«Malheureusement, cette œuvre de portée mémorielle, réalisée par le sculpteur Michel Audiard, a été vandalisée dans la nuit du 4 au 5 février, avant même son dévoilement, suscitant une vive indignation des participants et au-delà», ajoute le communiqué.

Par ailleurs, «l'Algérie prend acte des condamnations unanimes émanant des autorités françaises et de la population amboisienne témoignant du profond respect dû à la personnalité de l'Emir Abdelkader, lequel a voué toute sa vie à diffuser les valeurs de paix et de tolérance», souligne le communiqué.

Pour l'ambassade d'Algérie à Paris, «ces condamnations s'inscrivent indéniablement dans cette dynamique ascendante d'apaisement insufflée par les hautes autorités des deux pays».

Une œuvre représentant l'émir Abdelkader, grande figure de la résistance à l'occupation française, a été vandalisée dans la nuit du vendredi 4 au samedi 5 janvier à Amboise, en Indre-et-Loire. Elle devait être inaugurée ce samedi 5 février dans la matinée. "Une enquête de gendarmerie est en cours", a indiqué Laurent Vignaud sous-préfet de Chinon cité par la presse française.



"La statue a été abîmée, des morceaux du monument ont été tordus", précise Laurent Vignaud. Un monument "érigé dans une volonté de rapprochement entre la France et l'Algérie suite à la publication du rapport de Benjamin Stora sur la mémoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie", poursuit-il. Il indique que "ces faits ont été signalés en plus haut lieu".

Cette œuvre réalisée par l'artiste tourangeau Michel Audiard était dédiée à l'un des fondateurs de l'Algérie moderne, selon le président du conseil départemental d'Indre-et-Loire. Il fut emprisonné par la France de 1848 à 1852 au château d'Amboise. Le président du conseil départemental, Jean-Gérard Paumier (LR), a condamné "un vandalisme lâche et scandaleux".

Une sculpture de l'Émir Abdelkader a été vandalisée avant son inauguration, à Amboise (Indre-et-Loire), en France, rapporte ce samedi 5 février 2022 le quotidien français Le Monde.

L'œuvre intitulée Passage Abdelkader, qui représente l'émir Abdelkader découpé dans une feuille d'acier rouillé, a été largement abîmée dans la partie basse de la structure, ont précisé les mêmes sources.

« L'œuvre a été dégradée pendant la nuit, découpée par une meuleuse, sous la taille d'Abdelkader. Cette partie a été découpée et tordue, cela fait un énorme trou sur l'œuvre. La gendarmerie faisait des rondes jusqu'à 4 heures du matin, donc ça a eu lieu après », a précisé Hélène Mauranges, directrice générale des services de la ville d'Amboise.

S.O.B.

BOUFARIK

El-Ksari : entre militantisme, zlabia et bon voisinage

DES BÂTISSES plus que centenaires ont été restaurées par leurs propriétaires sans le moindre respect des normes de l'architecture initiale des lieux, si particulière de cet ensemble citadin. La brique et le béton ont défiguré la belle image d'El-Ksari. Au fil des ans, le délabrement s'aggrave et le tissu urbain du quartier se disloque sous l'effet conjugué des intempéries et des interventions irréfléchies des propriétaires, du moins ce qui reste des premières familles d'El-Ksari. Pendant la guerre de libération, les habitants de ce prestigieux quartier ont joué un rôle prépondérant dans la révolution nationale. En effet, El-Ksari était le berceau du militantisme. Beaucoup de jeunes ont rallié les maquis juste après le déclenchement de la Révolution alors que d'autres militaient dans la clandestinité en ville. Plus d'une cinquantaine de martyrs boufarikois, tombés au champ d'honneur, sont issus de ce fameux quartier. On ne peut pas trouver une seule famille qui ne compte pas un martyr, voire plus, mort pour la patrie. Qui n'a pas eu vent des opérations faites par les jeunes fidayine, dont la bicyclette piégée en novembre 1960, qui a fait 8 morts et 80 blessés du côté des colons, et la manifestation populaire du 11 décembre 1960, animée par de jeunes militants issus de Ksari. Hormis le militantisme accru de ces chouhada, El-Ksari a aussi vu naître beaucoup de célébrités, toutes connues, dans les différentes activités sportives, dont le football et la boxe, les musiques chaâbie et andalouse… Beaucoup de familles ayant quitté leur Ksari natal ont toujours ce sentiment de nostalgie pour leur ancien quartier. «Ce sont surtout les veillées du ramadhan qui font naître chez moi et ma famille la nostalgie de notre quartier de toujours et de l'ambiance avec nos anciens voisins, ainsi que nos habitudes séculaires», confie le septuagénaire ammi Boualem. «La vie ailleurs n'a rien à voir avec l'ambiance qui a prévalu dans ce lieu populaire, où tout se partageait et où personne n'avait de secret pour son voisin», témoigne un ancien du quartier. La nostalgie est évoquée notamment quand il s'agit des relations de voisinage, des recettes culinaires et leur partage entre voisines, l'entraide et la solidarité qui n'étaient pas un vain mot, un mode de vie hérité de père en fils. Les voisins se rendaient visite, s'inquiétaient les uns pour les autres. A la moindre occasion, heureuse ou malheureuse, c'est le tout-Ksari qui se rassemblait et partageait les moments dans un élan de solidarité totale. Lorsqu'on évoque El-Ksari, c'est toute la ville de Boufarik qui est contée à travers le seul label, très connu à l'échelle nationale et même en dehors de nos frontières, la fameuse «zlabiette El-Ksari». Qui dit Ksari dit en trois mots «zlabiette Ksil, docteur Taboudoucht et Hammam Essayeh».

T. Bouhamidi

ELIMINATOIRES MONDIAL-2022

Le match aller entre le Cameroun et l'Algérie fixé au 24 mars

LE PRÉSIDENT de la Fédération camerounaise de football (Fécafoot) Samuel Eto'o, a incité ses joueurs à être prêts pour la première manche des barrages de la Coupe du monde 2022 face à l'Algérie, jeudi 24 mars à domicile, lors d'un discours tenu aux vestiaires à l'issue du match du classement pour la 3e place, remporté par les «Lions indomptables», samedi soir face au Burkina Faso à Yaoundé (3-3, aux t.a.b : 5-3).

«Nous avons deux matchs importants, à commencer par celui du 24 mars. J'appelle les joueurs à anticiper, vous aller jouer contre l'une des meilleures équipe d'Afrique, mais vous avez prouvez que vous pouvez être meilleurs quand vous voulez. On a tous besoin de vous, repartez rapidement dans vos clubs pour qu'on n'aura pas de problèmes. Nous avons une Coupe du monde devant nous», a indiqué Eto'o à ses joueurs, dans une vidéo diffusée sur la page officielle Facebook de la Fécafoot.

Tête de série lors du tirage au sort des barrages du Mondial 2022, effectué le 22 janvier dernier à Douala, l'équipe nationale se rendra d'abord au Cameroun, avant de recevoir les coéquipiers du capitaine Vincent Aboubakar, le mardi 29 mars au stade Mustapha-Tchaker de Blida (20h00).

Samuel Eto'o est revenu sur la performance réalisée par ses joueurs, alors qu'ils étaient menés au score (3-0) jusqu'à la 71e minute de jeu, réussissant ainsi une «remontada» qui leur permet de boucler la compétition avec les honneurs.

«Tout d'abord, je tiens à féliciter le sélectionneur et son staff pour le travail effectué. Quand vous mettez de l'envie, personne ne peut réussir à vous battre. Nous étions menés au score 3-0, mais les joueurs ont prouvé leur détermination», a-t-il conclu.

La finale de la 33e édition de la CAN oppose ce dimanche soir le Sénégal, vice-champion d'Afrique, à l'Egypte, au stade Olembé de Yaoundé (20h00).

R. S.